L'ÉGALITÉ

« Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales » LÉNINE

1€ / 2€ en soutien
Abonnement annuel 10 €
n° 187 / Janvier - Février 2018
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE
www.gaucherevolutionnaire.fr

TRAVAILLEURS, LYCÉENS, ÉTUDIANTS, CHÔMEURS, RETRAITÉS...

TOUS ET TOUTES ATTAQUÉ-E-S PAR LA POLITIQUE DE MACRON

RÉSISTANCE !

Macron l'a promis, il va faire plus en 2018. Mais pas pour la majorité, pas pour les 140 000 personnes qui vivent à la rue, pas pour les travailleurs, les jeunes, qui se débattent face à la précarité et les incertitudes quant à l'avenir. Non, ce sera pour les presque 600 000 millionnaires, moins de 1 % de la population !

Il a déjà commencé d'ailleurs. Car son gouvernement n'est pas seulement un gouvernement au service des riches, c'est un gouvernement de riches : 12 ministres sont millionnaires ! La ministre du travail, Muriel Pénicaud, possède 7,5 millions d'euros, il est clair qu'elle connaît la vie des travailleurs ! De fait, elle est ministre pour les patrons. La fin de l'Impôt de solidarité sur la fortune (qui servait pourtant à financer le RSA) lui permet d'économiser encore 62 000 euros. Et comme la mauvaise foi est très partagée dans ce gouvernement, voilà qu'elle prétend que cet argent va être reversé à un « fonds d'investissement » et donc créer des emplois. C'est surtout des actionnaires que cela va engraisser. Car les fonds d'investissement, mot très à la mode depuis 15 ans, ne sont en fait que des regroupements d'actionnaires organisés pour mieux piller les entreprises et arracher encore plus d'argent en faisant augmenter les dividendes. Car exploiter les travailleurs, elle sait faire Pénicaud. À la tête d'un organisme « public » (business France) elle est actuellement sous le coup d'une procédure de l'inspection du travail qui enquête sur 597 infractions, notamment pour dépassement de la durée hebdomadaire max du temps de travail, 48 h normalement, pour 92 salariés.

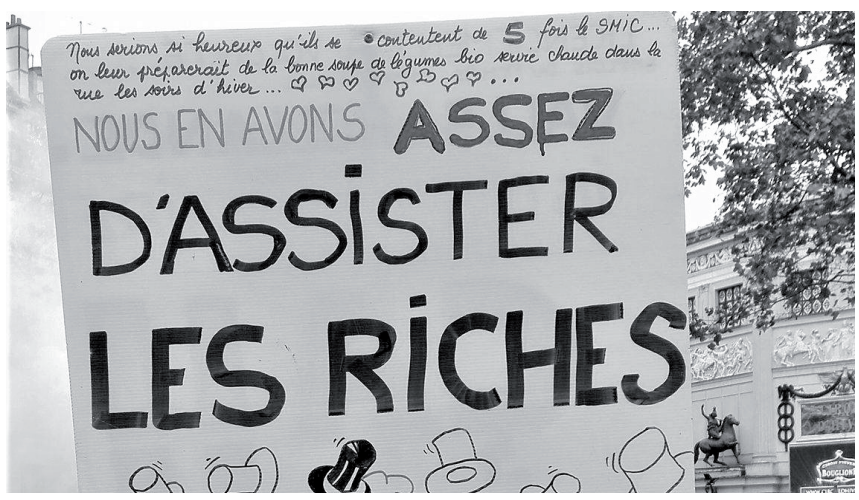
Mais ce gouvernement est rempli de gens habitués aux privilèges. Le 1er ministre E. Philippe a ainsi fait affréter pour 420 000 euros d'argent public un vol de luxe Tokyo-Paris alors qu'il y avait un avion de l'armée à disposition (et qui a dû rentrer quasiment vide). Et Philippe de dire « j'assume » mais bien sûr, il ne rembourse pas.

C'est un gouvernement de menteurs et de fraudeurs, le même qui va encore s'attaquer aux plus démunis. Chômeurs, étudiants, migrants,… sont les prochains sur la liste des attaques après les retraités et les travailleurs. Après avoir encore plus facilité les licenciements (comme le plan en cours à Peugeot-Citroën alors que la multinationale a annoncé 1,25 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2017), c'est un plan de casse de la Sécurité sociale qui va être annoncé ainsi que de nouvelles privatisations.

Mais le mécontentement est vaste et profond, et ce ne sont pas les mensonges du gouvernement qui vont changer la réalité d'une situation sociale qui se dégrade pour la majorité entre nous. Beaucoup de luttes et de résistances sont en cours contre la politique de Macron mais aussi contre les mauvaises conditions de travail et les bas salaires imposés par des patrons qui en veulent toujours plus sur le dos des salariés.

2018, c'est les 50 ans de Mai 68, la grande grève générale qui a fait tomber de Gaulle et sa politique autoritaire et qui a permis de gagner de nombreux acquis. Mai 68 aurait pu se transformer en révolution, permettre de renverser le capitalisme et de construire le socialisme, une société libre et démocratique.

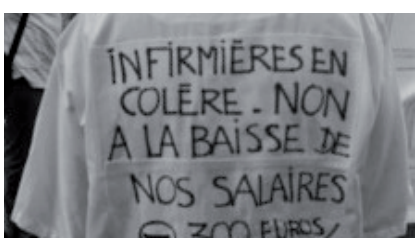
C'est ce chemin-là que nous pouvons prendre tous et toutes ensemble, en s'organisant, en préparant la résistance aux sales coups de Macron, et en rejoignant la Gauche révolutionnaire.



POUR UNE OPPOSITION DE MASSE À CETTE POLITIQUE POUR LES RICHES

PAGE 3

Les dégâts de la politique du gouvernement sur les travailleurs, les retraités se font déjà sentir. Médias et politiciens ne font que défendre la politique voulue par les supers riches. La construction d'une véritable opposition de masse, basée sur la défense des intérêts et des aspirations de l'écrasante majorité de la population est nécéssaire.



LES FEMMES SUBISSENT LES SALES COUPS DE MACRON

PAGE 5

TRENTE ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE THOMAS SANKARA AU BURKINA

PAGE 2

THOMAS SANKARA : LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

ALEX ROUILLARD

Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara, dirigeant révolutionnaire du Burkina Faso, était assassiné. Deux mois auparavant, à la conférence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Addis-Abeba, il avait, dans son discours pour réclamer l'annulation de la dette, émis ces paroles : « *Si le Burkina Faso tout seul refuse de payer la dette, je ne serai pas là à la prochaine conférence !* »

Les Hommes font l'Histoire et en sont également le produit. Sankara, né en 1949, est fils d'un sous-officier des armées coloniales françaises, ayant participé à la 2ème guerre mondiale, et devenu infirmier dans l'armée. Ceci permettra au jeune Sankara de bénéficier d'une éducation scolaire poussée, passant son bac grâce à l'école militaire, ainsi que de continuer une formation d'officier. Comme dans plusieurs pays d'Afrique, la carrière militaire est un moyen pour des jeunes d'échapper à la misère tout en n'étant pas une force de répression directe du peuple.

Il devient commandant du centre d'entraînement commando, basé à Pô. Marqué par les idées de son époque, ayant suivi des cours de sciences politiques et d'économie, il mettra en place une éducation citoyenne des soldats : « *sans formation politique, un militaire est un criminel en puissance* ».

Avec Blaise Compaoré, il formera une organisation secrète, le « Rassemblement des officiers communistes ». Sankara fait partie de la toute jeune génération qui s'est développée après la fin officielle des Colonies française d'Afrique (CFA). Pour autant, comme en témoigne le nom de la monnaie toujours en cours aujourd'hui dans une quinzaine de pays, le Franc CFA symbolise l'assujettissement économique de ces pays à l'impérialisme français. La décolonisation n'avait été que formelle, et dans la réalité, les pays restaient sous la tutelle directe de l'impérialisme français, qui pillait une partie des richesses aux seuls bénéfices des multinationales et avec la complicité de dirigeants locaux corrompus. Les grands mouvements révolutionnaires des années 1960 (Cuba, Algérie) et 1970 (notamment Madagascar où il sera d'ailleurs présent au moment de la révolution de mai 1972) influenceront Sankara.

À partir de 1979, le Burkina Faso (qui s'appelait encore la Haute-Volta) entrait dans une période d'agitation révolutionnaire. En 1981, Sankara entre au gouvernement issu du putsch du colonel Zerbo, mais le quitte lorsque ce dernier supprime le droit de grève. En 1982, un nouveau putsch porte au pouvoir Ouédraogo, un médecin-militaire, qui entend mener une politique sociale. Sankara en devient 1er ministre en janvier 1983, mais il est chassé du gouvernement en mai, lorsqu'il déclare publiquement vouloir rompre les liens néo-coloniaux entre la France et la Haute-Volta. Placé en résidence surveillée, il sera libéré à la suite des manifestations de masse organisées par la gauche et les syndicats, et par l'insurrection de la caserne de Pô, qui viendra libérer Sankara et le placera au pouvoir, à la tête du Conseil national révolutionnaire (CNR).

PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE

Sankara et ses partisans vont essayer d'étendre la révolution, tant dans le pays que sur la scène internationale. D'une part, des Comités de Défense de la Révolution (CDR) sont créés, qui envoient des délégués au CNR. Ils sont chargés de la mise en place de la politique décidée par le CNR. L'objectif est à la fois de démocratiser le pays, briser la vieille administration (issue de la colonisation) et en reforger une transparente, intégrer l'armée au peuple notamment en la faisant participer à l'activité économique. Le nouveau pouvoir s'attaque également aux prérogatives des chefs de clan et proclame « à bas l'homme qui bat sa femme ». L'éducation est au cœur du projet, avec un accès à l'école pour tous et notamment pour les fillettes. Une lutte féroce contre la corruption, un terrible mal qui détruit l'Afrique et les consciences et sert l'impérialisme, est menée. En août 1984, le pays perd son nom colonial et devient le Burkina.

En 3 ans, la situation s'est considérablement améliorée. Chaque Burkinabé reçoit, en 1987, 10 litres d'eau potable par jour et mange deux repas complets.

> **« NOUS AVONS EN NOUS LA FORCE ET LA CAPACITÉ DE COMBATTRE L'IMPÉRIALISME. QUAND LE PEUPLE SE MET DEBOUT, L'IMPÉRIALISME TREMBLE. »**
>
> **THOMAS SANKARA**

Sankara mène un projet conscient, libérer son pays de la dépendance par rapport à l'impérialisme : « *Ces aides alimentaires [...] qui installent dans nos esprits [...] des réflexes de mendiant, d'assisté, nous n'en voulons vraiment plus !* ».

BATAILLES POLITIQUES ET DIFFICULTÉS

Sankara recherche du soutien international, vers Cuba, mais aussi vers l'URSS. Les dirigeants de cette dernière, qui soutiennent souvent très mollement les révolutions, cherchant à chaque fois à les modérer et à les limiter, n'ont plus du tout envie d'incarner le « camp du socialisme ». Quant aux pays voisins, notamment la Côte d'Ivoire et le Mali, leurs dirigeants (respectivement Félix Houphouët-Boigny et Moussa Traoré) ont depuis longtemps abandonné leurs idées progressistes et voient d'un mauvais œil l'exemple burkinabé, qui inspire la jeunesse de leurs pays.

> **Le président qui ne possédait que sa Renault 5 et sa guitare défendait le projet d'une société juste, égalitaire et démocratique : « *On ne peut concevoir la démocratie sans que le pouvoir, sous toutes ses formes, soit remis entre les mains du peuple* »**

La France n'est guère moins inquiète. Mitterrand déclarera que la fougue de la jeunesse de Sankara l'emmenait trop loin. À la même époque, le président français accueillera sans problème le chef d'État d'Afrique du Sud, Pieter Botha, alors que Mandela croupit toujours en prison et que les manifestations des Noirs sont sauvagement réprimées par les flics de l'apartheid.

La gauche française, à côté d'un PS qui est depuis toujours en faveur du néocolonialisme, soutient très mollement Sankara et sa politique. Pourtant, sa lutte fait la une des télévisions, notamment la mesure emblématique qui a consisté à faire remplacer les voitures des ministres, des Mercedes, par de simples Renault 5, sans chauffeur. De même, les membres du gouvernement sont invités à participer aux travaux agricoles. En 1986, l'ONU reconnaît que le Burkina a réussi en moins de 4 ans à atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Dans les années 1980, l'amplification de la crise économique rend la dette extérieure insupportable pour de nombreux pays, et ce, alors que le FMI et la Banque mondiale se font de plus en plus exigeants. Sankara tente alors de construire un front des pays africains refusant de payer la dette. Son célèbre discours d'Addis-Abeba, particulièrement puissant, rappelle que ce sont les pays qui ont asservi l'Afrique qui ont maintenant la charge de dette. « *Si on ne paye pas la dette, les créanciers n'en mourront pas, mais si on paye la dette, nous, on mourra* ». Le risque est réel que le Burkina inspire une lutte anti-impérialiste. Le vieux compagnon, Blaise Compaoré, commence à parler de se débarrasser du capitaine Sankara. Lui refuse d'entacher la « révolution démocratique et populaire » d'un coup de force de palais, ce serait tuer le modèle burkinabé et donner raison aux impérialistes. Le 14 octobre 1987 au soir, d'après Mariam, son épouse, il regarde un documentaire sur le Che et un autre sur Lénine. Le 15 octobre, alors qu'il tenait un conseil des ministres restreints, le palais présidentiel sera encerclé, et Sankara sera abattu alors qu'il sortait les mains en l'air, ce sera également le sort de 12 des personnes présentes. Ils seront enterrés la nuit dans un endroit isolé, sans qu'on sache si le corps de Sankara y est vraiment. Le certificat médical marquera la cause : mort naturelle… Compaoré prendra les pleins pouvoirs et sera accueilli en ami par la France et le président de la Côte d'Ivoire.

PROUESSES, FAIBLESSES ET LEÇONS

Dans un pays très pauvre et isolé, Sankara et ses camarades ont en fait réussi de véritables prouesses, animés d'une énergie révolutionnaire. Le président qui ne possédait que sa Renault 5 et sa guitare défendait le projet d'une société juste, égalitaire et démocratique : « *On ne peut concevoir la démocratie sans que le pouvoir, sous toutes ses formes, soit remis entre les mains du peuple ; le pouvoir économique, militaire, politique, le pouvoir social et culturel* ».

Les faiblesses du pays étaient nombreuses, mais il y avait aussi un manque de compréhension que l'armée ne pouvait être l'axe central de la révolution, restant au bout du compte un corps bureaucratique et conservateur. Les CDR ne pouvaient servir à la fois de parti révolutionnaire et de comités d'organisation du pouvoir révolutionnaire. La fausse solution, annoncée en septembre 1987, d'avancer vers un parti unique rassemblant toutes les forces de gauche du pays témoigne de cette approche erronée.

Pour autant, ce sont bien les valets de l'impérialisme, en premier lieu Compaoré, et l'impérialisme lui-même qui sont coupables. La révolution permettait des avancées inédites, le pays devenait un modèle et Sankara un étendard pour la jeunesse révolutionnaire africaine. Si des corrompus comme Compaoré ont certainement organisé l'assassinat (et ainsi pu être au pouvoir pendant 27 ans, jusqu'à ce que la révolution de 2014 le chasse et qu'il s'installe en Côte d'Ivoire), la main de l'impérialisme français était derrière.

Macron peut bien parler de « tourner la page du colonialisme », sa récente visite au Burkina Faso témoigne du contraire, blaguant sur le président burkinabé « *il est parti changer le climatiseur ?* » (se permettrait-il la même blague sur un chef d'État européen ?). Toute la politique africaine de l'État français consiste à piller les ressources des pays, tout en mettant en place des politiques de plus en plus restrictives sur les migrants, dont beaucoup se retrouvent esclaves en Libye (ce que les gouvernements savent tous, mais laissent faire).

À la mort de Sankara, fait inédit, ce seront des manifestations de tristesse dans de nombreux pays d'Afrique, au delà du seul Burkina. Sankara doit rester une source d'inspiration et sa lutte pour le socialisme et une Afrique débarrassée du néocolonialisme montre que le continent n'est pas condamné à n'avoir que des présidents corrompus et agents de l'impérialisme. Cela montre aussi le devoir qui est le nôtre, de construire une internationale révolutionnaire en Europe comme en Afrique, pour que les prochaines situations révolutionnaires sur le continent reçoivent tout le soutien dont elles auront besoin.

Manifestation contre la venue de Macron au Burkina le 28 novembre 2017

POUR UNE OPPOSITION DE MASSE À MACRON

ALEX ROUILLARD

Les dégâts de la politique du gouvernement sur les travailleurs, les retraités se font déjà sentir. Bientôt ça va être au tour des étudiants et des chômeurs. Une écrasante majorité de la population a donc intérêt à trouver un moyen d'exprimer ce rejet d'une politique qui ne sert que les 600 000 millionnaires, à peine 1 % de la population. Pourquoi n'est-il pas possible de construire une véritable opposition de masse, basée sur la défense des intérêts et des aspirations de l'écrasante majorité de la population ?

UNE OCCASION RATÉE

La victoire aux élections de Macron et de son mouvement, LREM, est apparue comme un coup dur, démoralisant les couches plus larges, moins habituées à lutter ou à participer aux combats politiques. De nombreux jeunes et travailleurs avaient encore en tête la défaite contre la loi « travail », une partie d'entre eux espérait une revanche sur le terrain électoral. Les primaires avaient permis de se débarrasser des figures incarnant les politiques de casse sociale de ces 20 dernières années : Valls, Hollande, Sarkozy, Juppé… Macron a, habilement, joué sur le rejet des vieilles formations tout en masquant son programme politique, pour ne pas paraître comme ce qu'il était, le candidat des super riches et des multinationales.

À l'opposé, un autre phénomène avait pris de l'ampleur : la candidature de Mélenchon et le mouvement de la France insoumise (FI). Les revendications de la FI, hausse des salaires, embauches dans les services publics, planification écologique de l'économie… s'opposaient frontalement aux programmes des Le Pen, Fillon et Macron. La possibilité de les battre était réelle. Les forces politiques ont soit tardé à soutenir Mélenchon (au PCF, ce sont les militants de base qui ont imposé d'appeler à voter pour lui) soit (comme LO, le NPA ou Hamon) refusé de le faire. C'était une erreur qui a profité à Macron.

UN BESOIN ET UNE NÉCESSITÉ

Sans force politique de masse, même en cas de mouvement social massif, il manque un outil dans la période actuelle. Médias et politiciens sont omniprésents à défendre la politique voulue par les supers riches. Il faut une force politique qui permette de discuter, réfléchir, élaborer et agir ensemble. Face à Macron et aux capitalistes, une partie des travailleurs et des couches populaires se sentent écrasés et impuissants, alors qu'ils sont majoritaires. Non seulement une force politique de masse permettrait de relayer les luttes, mais elle serait aussi le porte-voix des travailleurs, des jeunes et de leurs aspirations à une société débarrassée de l'exploitation et de la dictature du profit. Elle permettrait que soient discutés les moyens de se débarrasser du capitalisme et de construire une société socialiste démocratique, fonctionnant pour la satisfaction des besoins de toutes et tous.

Le phénomène FI était avant tout électoral. Le début de structuration a été lancé beaucoup trop tardivement et reste trop faible. Les groupes d'action sont des collectifs locaux sans véritable coordination les uns avec les autres. Il faut un mouvement suffisamment solide pour lancer une riposte à Macron. Les travailleurs et les couches

Manifestation contre les ordonnances Macron le 12 septemre à Paris

populaires ont le nombre, mais pas le niveau d'organisation suffisant. Qu'on le veuille ou non, même si le mot « parti » suscite le rejet d'une majorité d'insoumis (normal quand on voit ce que sont devenus le PS et le PCF), il faudra bien une force organisée localement et nationalement, capable de rassembler les personnes et les courants politiques qui en ont assez de cette société.

INSOUMIS ET RÉVOLUTIONNAIRES

La FI pourrait proposer à la fois un vaste débat de toutes les forces politiques opposées à Macron et prêtes à entrer en lutte contre lui, et en même temps mieux définir ses propres objectifs. À commencer par un fonctionnement permettant à la fois de contrôler les dirigeant(e)s, par l'élection et la révocabilité, et faisant régulièrement appel à la base comme lors des conventions nationales de la FI.

La Gauche révolutionnaire a fait campagne pour Mélenchon et beaucoup de ses militants participent à la FI. C'est dans l'idée de contribuer à l'émergence d'une nouvelle force politique de masse et de lutte contre Macron et les capitalistes. Mais c'est également pour discuter à une échelle large de la nécessité d'un programme socialiste révolutionnaire pour réellement renverser le capitalisme et les horreurs qu'il entraîne, car pour cela, des succès électoraux ne suffiront pas.

REPRISE DE L'ÉCONOMIE ? ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS !

YANN VENIER

L'INSEE a revu à la hausse ses prévisions de croissance, 1,9 % d'augmentation totale des richesses en France en 2017, 1,7 % en 2018. L'économie du pays semble repartie. Mais ce soi-disant redémarrage, bien fragile, ne profite qu'aux riches et ultra-riches et repose essentiellement sur la dégradation des conditions de travail et de vie pour la majorité des personnes vivant en France.

Selon les chiffres officiels de Pôle emploi, si le chômage est irrégulier selon les mois, il suit une décrue lente. Mais ces chiffres prennent en compte uniquement les personnes inscrites, n'ayant pas travaillé de manière temporaire. Ils ignorent les non-inscrits, les radiés, les personnes en sous-emploi… La réalité, c'est que 11 millions de personnes, sur une population active de 29 millions, sont touchés totalement ou partiellement par le chômage, soit 38 % !

Si le nombre d'emplois précaires semble stagner depuis quelques années à environ 13 % des emplois, il n'en demeure pas moins que plus de 80 % des emplois proposées par les patrons sont précaires (CDD et intérim), de courte ou très courte durée. La casse du droit du travail entreprise par Hollande puis maintenant Macron risque d'amplifier le phénomène.

Selon la Fondation Abbé Pierre, en 2017, c'est près de 4 millions de personnes qui subissent le mal-logement : 2,4 millions de personnes vivent dans un habitat de mauvaise qualité, 85 000 dans un logement de fortune et 330 000 personnes dans un logement n'ayant pas le confort de base (eau courante, électricité, toilettes intérieures, etc.) Deux millions de personnes vivent dans un logement inconfortable, 934 000 personnes vivent

Pimkie supprime 200 emplois, Société Générale 3500, Carrefour jusqu'à 5000, Auchan 2000, SNCF 2000, PSA 2200... Les suppressions d'emplois pleuvent alors que les profits sont records

dans un logement dit « surpeuplé », 643 000 personnes vivent chez un tiers, et 143 000 personnes (dont des enfants !) vivent à la rue.

Il y a entre 5 et 8,9 millions de pauvres en France selon la définition de la pauvreté (revenu inférieur à 60 % ou 50 % du revenu médian). C'est une augmentation de plus de 600 000 en 10 ans ! Un tiers des pauvres sont des enfants. Si le nombre de travailleurs pauvres ne progresse plus, il a même tendance à baisser, il reste quand même à un haut niveau : entre 1 et 2 millions.

On pourrait multiplier à l'envi les chiffres qui mettent en évidence la dégradation des conditions de vie et de travail pour la majorité, comme l'accès aux soins, les difficultés de l'éducation, etc. Elle découle des politiques menées qui visent à faire payer la crise du capitalisme à la classe ouvrière et aux plus pauvres, alors que pour le 1 % le plus riche, tout continue d'aller très bien.

La reprise repose sur un terrain très peu stable, car rien n'a été fait pour enrayer les causes de la crise de 2007. Tout est réuni pour qu' une nouvelle crise spéculative arrive. Ces conséquences pour la majorité de la population seront potentiellement désastreuses.

2017 : UN MAUVAIS MILLÉSIME POUR LE PS, LA DROITE ET LE FN

RACHEL MAHÉ

Amorcés avec les présidentielles, les symptômes de crise politique ne s'amenuisent pas parmi les partis classiques, du FN au PS, en passant par la droite : affaires judiciaires, problèmes financiers, démissions, exclusions...

PS ET LR EN CRISE PROFONDE

L'élection de Macron, sous son costume « d'homme nouveau », a été un gros coup porté aux partis traditionnels déjà en crise de légitimité. Aujourd'hui, le PS comme LR sont en lambeaux, divisés sur la conduite à tenir vis-à-vis du gouvernement en place et bloqués car leur programme est, à peu de choses près, le même. Pour exister, ils doivent se distinguer de LREM et excluent ceux qui s'en approchent trop. Édouard Philippe, exclu des Républicains pour avoir accepté le poste de 1er ministre. Plus récemment, le PS a limogé Olivier Dussopt, nommé secrétaire d'État.

Les départs volontaires pleuvent aussi, chacun essayant de tirer son épingle du jeu. En septembre, c'est Cambadelis qui démissionne de la tête du PS. La direction collégiale provisoire n'a d'autre choix que d'occuper l'espace avec des pseudo « forums de la refondation du PS » pour simuler une dynamique avant leur congrès qui devrait se tenir en février/mars 2018. Hamon avait déjà quitté le PS en juillet dernier pour lancer le Mouvement du 1er juillet, récemment rebaptisé « Génération.s ». Aujourd'hui il cherche à se démarquer davantage et déclare que « *le PS n'avait pas de candidat à la présidentielle de 2017, car [s]on projet [celui d'Hamon] n'est pas celui du PS* ».

A droite, on a vu apparaître le groupe « Agir-La droite constructive » qui apporte son soutien au gouvernement, le mouvement « Libres » de Pécresse et en décembre, la démission d'Estrosi qui lance « La France audacieuse ». L'élection de Wauquiez à la tête de LR et sa volonté d'apparaître comme l'opposition de droite au gouvernement nourrit les tensions internes. L'aile droite modérée étant difficile à reconquérir, il cherche à se créer une base en siphonnant les électeurs du FN avec un discours raciste à la Sarko sur les questions d'identité et d'immigration.

LE FN NE S'EN TIRE PAS MIEUX

Le FN n'est pas plus légitime en tant qu'opposition à Macron. Il vit une véritable débandade. Aux nombreuses démissions de conseillers communaux (28 % de leurs élus entre 2014 et début 2017) ont suivi celles de cadres et de figures publiques telles que Marion Maréchal-Le Pen et Florian Philippot. A cela s'ajoutent les affaires judiciaires concernant les assistants parlementaires européens et l'annonce de la clôture des comptes du parti (ainsi que ceux de Marine Le Pen) par la Société Générale et HSBC. L'origine de leurs fonds manquerait de clarté... Marine Le Pen paie son choix de lisser l'image du parti et le râteau pris dans sa tentative de rapprochement avec Wauquiez ne va certainement pas l'aider. Pour autant, il ne faut pas enterrer le FN qui n'en est pas à sa première crise, car faute de véritable alternative de gauche à Macron, le terreau du FN est toujours là.

MÊME LE POUVOIR EN PLACE N'A PAS DE BASE SOCIALE

Par leur démagogie et les effets de communication, on pourrait croire que LREM se porte bien. Macron reprend des points dans les sondages. En réalité, sa situation est aussi très fragile. Les comités locaux se sont vidés de leur substance suite aux législatives, puis mi-novembre, une centaine de marcheurs a officiellement quitté le parti en dénonçant le manque de démocratie interne. Les débats sur la future « loi asile et immigration » sont extrêmement tendus et pourraient déjà conduire à l'apparition de marcheurs-frondeurs, ce que Macron cherche à éviter à tout prix avec une grande offensive médiatique sur le sujet. Toutes ces crises politiques sont le reflet d'un système capitaliste incapable de sortir de la crise, et elles vont s'amplifier en 2018.

ROUEN : DES LYCÉES AU BORD DE L'EXPLOSION, UN RECTORAT TRÈS TENDU !

Les enseignants du Lycée des Bruyères à Sotteville-lès-Rouen ont exercé leur droit de retrait le 30 novembre après l'agression d'un enseignant. La mobilisation massive et les médias prévenus par les personnels ont vite mis le rectorat sous pression. En deux ans et d'autres faits de violence, rien n'avait été fait, mais cette fois-ci le recteur cédait un poste supplémentaire de surveillant et le remplacement du proviseur adjoint. Devant une première victoire encore bien en dessous de leurs revendications, les enseignants ont maintenu la pression jusqu'au 4 décembre. Rien de plus n'était obtenu, mais le rectorat de Rouen acceptait le droit de retrait des personnels et aucun salaire n'a été retiré. De quoi rebondir au plus vite ! Quelques jours après, le personnel d'un second lycée de la banlieue de Rouen déposait un préavis de grève pour lutter contre l'inaction du Proviseur suite à des menaces sur une surveillante. Le Rectorat lâchait aussitôt du lest pour calmer le jeu. Le Rectorat tient à déminer au plus vite les conflits, conscient de la situation explosive, conséquence d'une sélection accrue et de moyens insuffisants pour offrir un véritable avenir aux élèves, notamment issus des milieux populaires.

BUDGET EN BERNE DANS L'ÉDUCATION !

Le gouvernement annonce des CP et les CE1 à 12 dans l'éducation prioritaire, mais n'y met pas les moyens. Les 3886 créations de postes en premier degré seront très insuffisantes pour tenir la mesure des CP, CE1 à 12 : Nantes gagne 34 postes pour 137 classes à dédoubler, Nancy 36 pour 142, Rouen 63 pour 185... Le reste est du même tonneau. En échange, 2 600 postes seront supprimés pour le second degré malgré 26 000 élèves de plus, et 200 chez les administratifs. Les lycées seront très ciblés avec la mise en place progressive de la réforme du bac qui pourrait permettre la suppression d'un tiers des postes en lycée. Les académies les plus maltraitées sont les académies au plus fort pourcentage d'élèves en éducation prioritaire. Les choses sont claires : Macron se moque royalement des classes populaires !

NOUVELLES ORDONNANCES : TOUS LES POUVOIRS AUX PATRONS !

MATTHIAS

Les nouvelles ordonnances Macron prévoient d'élargir les sujets sur lesquels des accords d'entreprise prévalent sur les conventions collectives, ce qui a été rendu possible par la loi travail. Même si les salaires minimaux, en attendant les décrets de l'ordonnance « balai », sont encore garantis par la branche, les horaires, le temps de travail, la mobilité, les primes, les majorations pour travail de nuit et heures supplémentaires… sont, eux désormais, négociables par entreprise, et même par site. Cela mettra en concurrence encore plus les travailleurs y compris dans une même entreprise.

LONGUE VIE AU CHÔMAGE DE MASSE !

Macron et Gattaz n'ont pas oublié de faciliter encore les licenciements en plafonnant les indemnités prud'homales ce qui permettra à votre patron de savoir combien il faudra payer pour pouvoir vous virer sans raison. Le gouvernement leur a même fourni les modèles de lettre et le droit à l'erreur. En d'autres termes, il faut oublier les erreurs de procédure aux prud'hommes. Et c'est sans compter la naissance des ruptures conventionnelles collectives pour déguiser des plans de licenciements qui, à peine inscrits dans la loi, comptent être utilisées par les groupes Pimkie ou PSA pour supprimer des dizaines d'emplois. Les groupes pourront aussi licencier sur la base de leur situation économique en France, sans tenir compte des bénéfices à l'étranger !

LES SYNDICATS, PRINCIPALES CIBLES DU GOUVERNEMENT

L'objectif des ordonnances est de diminuer le nombre d'élus et les moyens des syndicats en fusionnant les comités d'entreprise, les délégués du personnels et les CHSCT dans des Comités Sociaux et Économiques. Il s'agit aussi de leur enlever le pouvoir de négociation avec les patrons dans les entreprises sans délégué syndical, au profit de ce CSE qui pourra signer des accords ou des salariés directement dans les petites entreprises. Par accord, la création d'un conseil d'entreprise est rendue possible qui récupérera tous les pouvoirs et supprimera les délégués syndicaux.

Évidemment, les précédentes instances du personnels avaient des limites et étaient parfois occupées par des amis du patron, mais elles étaient utiles, combinées à la lutte.

Alors qu'il y a plus de 500 morts par an au travail, les ordonnances suppriment les CHSCT (hygiène et sécurité au travail) et il n'y aura plus qu'une commission dans les entreprises de plus 300 salariés et celles classées Seveso (grand danger). Autant dire que les conditions de travail vont encore se dégrader et notre sécurité aussi. Pire, le droit d'alerte qui permet de cesser le travail pour un danger imminent n'existera plus dans les petites entreprises.

La plupart des moyens législatifs pour lutter nous sont enlevés et les travailleurs vont se retrouver petit à petit avec des droits différents et des patrons qui ont tout pouvoir.

Plus que jamais c'est par la solidarité entre travailleurs, la construction de syndicats combatifs basés sur la lutte de classe et l'instauration d'un rapport de force notamment par la grève qu'on stoppera leurs projets. La lutte collective est notre meilleure arme pour gagner !

L'ÉCART DE RICHESSE ENTRE LES CLASSES SOCIALES VA SE CREUSER EN 2018

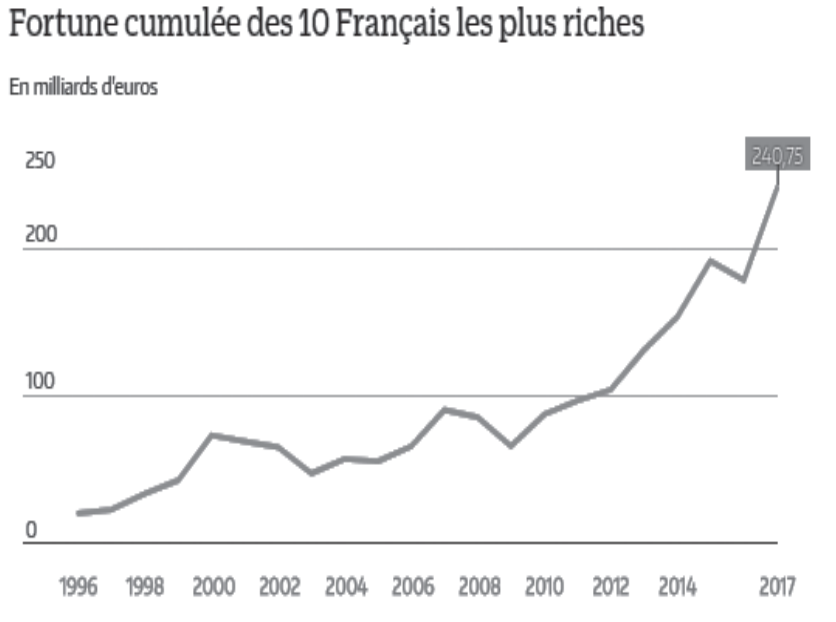
MATHIEU JARDIN

Toutes les mesures prises par ce gouvernement des supers riches vont impacter négativement les plus fragiles. Ils nous présentent la baisse des cotisations retraites et chômage comme un coup de pouce pour notre « pouvoir d'achat ». Si on tient compte de la baisse des prestations sociales ça ressemble davantage à une mise à mort, qui revient à 300 euros annuels en moins pour les 10 % des plus pauvres. Par contre pour les plus aisés, cela peut apporter jusqu'à 1100 euros en plus.

L'impôt sur les sociétés passe de 33 % à 28 % cette année. Soi-disant pour lutter contre l'évasion fiscale... pourquoi pas aussi devenir une terre d'accueil des matraqués fiscaux ? Par la même occasion, le ministère des Finances à Bercy supprime l'équivalent de 1 600 emplois dans les administrations de lutte contre la fraude fiscale qui représentent environ 80 milliards d'euros par an. En réalité, les dividendes du CAC 40 battent des records et les 11 milliards de recette en moins par la baisse de l'impôt passeront directement dans les poches des actionnaires.

Pour couronner le tout et bichonner nos imposteurs millionnaires, l'ISF laisse place à la Flat Tax. Un cadeau pour les supers riches jouissant de revenus financiers, de l'ordre de 100 000 euros d'impôts en moins sur une base de 400 000 euros imposables. Ce pactole de 2 milliards d'euros pour une poignée de vautours est présenté dans la loi de finances 2018 comme un pas vers la création d'emplois et la baisse des prix à la consommation. Davantage que la coupe budgétaire de 1,5 milliards d'euros pour le ministère du travail équivalant à la suppression de 200 000 emplois aidés !

Tous ces cadeaux coûtent très cher, c'est un budget de 5 milliards d'euros en moins pour la sécurité sociale, dont 3 milliards d'euros pour les seuls hôpitaux. Les APL sont minorées, les parcs HLM amputés de 2 milliards d'euros. Les retraités et les fonctionnaires se voient contraints de payer une CSG soi-disant solidaire. Mais la solidarité appelée par le gouvernement, c'est celle qui permet aux gros riches de s'en mettre plein les fouilles. Les jeunes, les travailleurs et les retraités sont saignés à blanc, pour enrichir ces charognards.



En vingt ans, la fortune des dix plus riches du pays a été multipliée par douze... et le chômage par 1,5.

VERS LA PRIVATISATION DU STATIONNEMENT

C'est un cadeau fait par l'ancien gouvernement Valls-Macron. Cela devait être mis en place en octobre 2016 mais reporté du fait des élections à venir. Au 1er janvier, les citoyens-contribuables-automobilistes vont devoir payer plus et très cher. Une moyenne de 130 % d'augmentation ! Fini le détesté PV à 17 euros, place maintenant à une totale « liberté » pour les municipalités de fixer le tarif de ce qui n'est plus une amende mais un « forfait post-stationnement ». Et ça ne va pas être 17 euros : une moyenne de 30 euros dans la plupart des villes et des pointes à 50 euros pour Paris ou 60 à Lyon !

Et quand ça a un nom compliqué, c'est qu'il y a embrouille. En effet, n'étant plus une amende, les villes peuvent non seulement fixer le montant qu'elles veulent mais la manière de récupérer l'argent. Et elles sont nombreuses à ainsi donner le marché juteux du FPS à des entreprises privées. D'un côté, l'État baisse les dotations aux collectivités territoriales, de l'autre il permet à celles-ci de racketter les automobilistes… Quant au prétexte écologique, que soi-disant de tels tarifs obligeraient à stationner moins longtemps, alors que les transports en commun sont chers, les tarifs des parkings et les places de stationnement sont élevés, il est évidemment bidon.

Ce qui est sûr, c'est que les entreprises qui vont être dotées de caméra pour enregistrer les plaques d'immatriculation et prélever le FPS vont faire un bénéfice juteux. Quant aux plus aisés, ils pourront sans mal continuer d'aller en ville avec leurs voitures, ce n'est pas eux qui seront gênés par ces tarifs mais bien les travailleurs, les artisans, et les petits commerçants.

LES FEMMES SUBISSENT LES COUPS DE MACRON

DILAN YERLIKAYA

Comme promis lors de sa campagne, Macron fait ses économies sur les aides sociales. Et ces économies accentuent la précarité des femmes surtout issues de milieux populaires, ce qui constitue une double peine pour elles. Cela a débuté en juillet dernier, lors des premiers mois du quinquennat, le gouvernement a alors baissé de 25 % le plus petit budget de l'État, celui du secrétariat d'État chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes, qui est de 0,006 %.

Actuellement, un projet de loi de financement de la sécurité sociale est en cours. Le vote de ce projet entraînera la baisse des prestations sociales en 2018, et notamment celle de la Paje. La Paje (prestation d'accueil du jeune enfant, une prime à la naissance) va de 92 à 184 euros par mois, en fonction des ressources des parents. D'après les calculs de l'Union nationale des associations familiales (Unaf), « une majorité de familles perdront entre 250 et 500 euros sur trois ans et par enfant ». De plus, elle estime que près de 10 % des familles qui pourraient la toucher aujourd'hui en perdront totalement le bénéficie. Cela conduit à précariser les femmes seules avec enfants, et les condamne à rester au foyer, puisqu'aujourd'hui, rien n'est prévu pour accueillir les jeunes enfants (crèches insuffisantes) et permettre aux femmes de s'émanciper économiquement en travaillant, les salaires étant toujours insuffisants. D'après les chiffres de 2016, les femmes représentent 53 % des personnes pauvres et 57 % des bénéficiaires du RSA. C'est aussi le cas pour les conditions de travail et le type d'emploi puisqu'elles constituent 70 % des travailleuses pauvres, occupent 82 % des emplois à temps partiel et 62 % des emplois non qualifiés.

LOI « TRAVAIL » II, LES TRAVAILLEUSES ATTAQUÉES

La précarité se renforce au niveau du travail puisque la fameuse loi « travail » prévoit que l'employeur ne soit plus obligé motiver ses licenciements. Cela peut engendrer une facilité accrue pour renvoyer une femme qui tomberait enceinte ou qui aurait des contraintes familiales fortes, ou encore qui serait victime de sexisme de la part de son employeur. D'ailleurs, en cas de harcèlement sexuel, les femmes sont en situation de double peine : le harcèlement provenant bien souvent de supérieurs hiérarchiques, elles risquent de se faire réprimer voire licencier en tenant de dénoncer le fait, ou bien elles subissent et peuvent être contraintes de rester dans leur poste auprès de leurs agresseurs. Et les suppressions de certaines structures de défense des travailleurs, comme les CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) ne peut que rendre plus difficile pour les travailleuses de protester et se défendre.

> ***Le gouvernement a baissé de 25 % le plus petit budget de l'État, celui du secrétariat d'État chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes, qui est de 0,006 %.***

MOINS D'AIDE À LA SORTIE DE LA PROSTITUTION

En ce qui concerne les économies qui se font sur le dos de la classe populaire, le gouvernement est très généreux ! Le projet de loi de finances 2018 prévoit une baisse des dépenses allouées au dispositif d'accompagnement de sortie de la prostitution qui a été voté en 2016. Cette année-là, grâce à l'insistance des associations, le gouvernement a reconnu que les prostituées soient considérées comme victimes et puissent ainsi bénéficier d'un accompagnement de réinsertion. Aujourd'hui, le gouvernement prévoit de réduire l'aide financière à l'insertion sociale d'un quart. Alors que la prostitution est devenue un enjeu majeur à combattre puisqu'avec la dégradation de la situation sociale, le recours à la prostitution et sa banalisation ne font que croître ! Il revient à considérer que la hausse de la prostitution et de son coût est un objectif à atteindre pour le gouvernement !

Pour mener le combat contre le capitalisme, contre le gouvernement des plus riches qui n'est jamais rassasié de la misère des classes populaires, les femmes sont attendues au premier rang de cette lutte !

MAKE YOUR PLANET GREAT AGAIN TOI-MÊME !

Derrière ses belles annonces et son souhait de se positionner comme le défenseur de l'accord sur le climat de la Cop 21, les décisions prises par Emmanuel Macron et le gouvernement sont schizophréniques.

En effet, quand on regarde les actions du gouvernement, nous ne pouvons être que sceptiques face à l'engagement du président pour l'environnement.

Prenons l'exemple du projet autoroutier A28-A13 qui vise à construire 41 km d'autoroute à l'Est de Rouen. Ce projet prévoit de détruire 516 ha dont 260 de terres cultivables et 146 d'espaces boisés, pour 1 milliard d'euros. Une fois terminé, il émettra 50 000 tonnes de C02 par an... Comment le gouvernement peut-il l'avoir déclaré d'utilité publique en novembre 2017 ?!

Pourtant, pour diminuer nos émissions de gaz à effet de serre, il est urgent d'abandonner la politique du tout automobile et développer les transports collectifs publics pour les personnes et le transport fluvial et ferroviaire pour les marchandises.

ODALRIC COMTE

LES TRAVAILLEURS-SES SOUS-TRAITÉS PAR HÉMÉRA / HOLIDAY INN NE LÂCHENT RIEN !

22 decembre 2017, sur le piquet de grève devant l'hôtel, lors de la remise de la contribution de la Gauche révolutionnaire à la caisse de grève.

MATTHIAS

Depuis le 19 octobre, les femmes de chambre, gouvernantes et équipiers de la société sous-traitante Héméra de l'hôtel Holiday Inn de Clichy sont en grève reconductible. Elles réclament entre autres l'embauche directe par l'hôtel, le paiement des heures supplémentaires, la fin du paiement illégal à la chambre et de la clause de mobilité. Rien que pour la marque Holiday Inn, ce sont 400 millions d'euros de bénéfice en 2016, et elle fait partie du groupe Intercontinental qui possède 4 400 hôtels dans le monde et fait des milliards de bénéfice. L'entreprise a les moyens de satisfaire les revendications, mais préfère continuer dans le mépris en tentant de faire intervenir la police ou en faisant venir des maîtres-chiens pour intimider les grévistes. Le maire de Clichy a même tenté un arrêté illégal pour interdire aux grévistes de tenir leur piquet devant l'hôtel.

Cette grève est solide, car toutes les décisions sont prises par les grévistes, mais aussi parce qu'elle se fait sans sectarisme syndical avec la CNT-SO du site et avec le soutien du syndicat CGT HPE qui a fait remporter aux travailleurs du nettoyage un bon nombre de victoires.

En plus des rassemblements réguliers devant l'hôtel et le piquet de grève malgré le froid, ils sont passés à l'étape supérieure face à une direction qui fait la sourde oreille. Une première invasion de l'hôtel à Clichy a eu lieu, puis d'autres hôtels du groupe à La Défense et près des Champs Élysées vendredi 22 décembre et cela va continuer. Le 24 décembre, ils ont organisé un réveillon des grévistes sur la place de l'Opéra à Paris devant l'hôtel intercontinental. Ils sont même allés devant le siège du groupe à Londres ainsi qu'à Toulouse. D'autres actions ont eu lieu, comme le 10 janvier devant un hôtel Crowne Plaza du groupe à Bruxelles.

La direction de l'Holiday Inn et d'Intercontinental a bien du souci à se faire, car les travailleurs-ses du nettoyage ne lâchent rien et sont prêts à continuer jusqu'à la victoire !

LES RENIEMENTS DU MINISTRE HULOT

YANN VENIER

Cela fait maintenant 8 mois que le « grand écologiste » Nicolas Hulot est devenu ministre de la transition écologique et solidaire. Et bien que ministre d'État (l'un des deux seuls du gouvernement), cela n'a pas empêché qu'il ne soit pas associé aux États généraux de l'agriculture et de l'alimentation. La nomination de Hulot n'est véritablement qu'un alibi marketing visant à satisfaire les pseudo-écologistes, professionnels en retournement de veste, comme De Rugy et Pompili, et les experts du green-washing.

Et en effet, l'activité de son ministère depuis plusieurs mois se caractérise essentiellement par des volte-face successives sur tous les dossiers :

- prolongation de 3 ans de la vente du glyphosate, un pesticide de la multinationale Mosanto qui est un perturbateur endocrinien vraisemblablement cancérigène ;
- autorisation de la mise sur le marché du Sulfoxaflor, un nouveau néonicotinéide de la firme Dow AgroSciences, ce pesticide tueur d'abeilles, alors qu'en moins de 30 ans, l'Europe a perdu 80% de ses insectes volants ;
- recul sur la sortie du nucléaire, et en lieu et place de l'interdiction, la fin progressive sans limite claire des nouvelles explorations et exploitation des hydrocarbures non-conventionnels (gaz et huile de schiste), pourtant conditions nécessaires pour développer les énergies renouvelables.

On pourrait développer à l'envie les cas de recul honteux, face au lobby de la chasse à courre ou concernant l'abattage contre-productif de 40 loups, par exemple. Macron et son gouvernement doivent prendre une décision très prochainement concernant l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes… On peut légitimement craindre le pire, malgré le dernier rapport en date plutôt défavorable à la construction de ce nouvel aéroport. En effet, le bétonneur Vinci, l'exploitant AGO et le patronat de la région doivent peser de tout leur poids pour une décision qui leur soit favorable.

Mais comment pourrait-il en être autrement de la part de ce ministre millionnaire, flanqué de deux secrétaires d'État ouvertement pro-capitalistes, dans un gouvernement de millionnaires dévoués uniquement à la satisfaction des besoins des riches et des ultra-riches ? Il est impossible d'être patron d'une entreprise qui produit shampoing et gels douche - épinglés à la fois par Greenpeace et 60 Millions de consommateurs pour leur nocivité pour la santé et pour l'environnement - posséder plusieurs maisons et véhicules (polluants), et s'attaquer frontalement aux intérêts des 1% les plus riches, à ceux des capitalistes de l'industrie chimique, du pétrole, du nucléaire ou de l'agro-business, etc., afin de mener une véritable politique écologique.

Ce sont encore les fausses solutions prétendument écologiques ne s'attaquant qu'aux portefeuilles des ménages des classes populaires, faites de taxations diverses et variées. Les grandes messes inutiles (COP23, One Planet Summit) ont encore de beaux jours devant elles avec un ministre écolo pareil !

CONFÉRENCE NATIONALE DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE LES 16 ET 17 FÉVRIER 2018 !

Tous les deux ans, en alternance avec notre congrès, nous organisons une conférence nationale. C'est l'occasion de nous retrouver militants et militantes, sympathisants et sympathisantes, pendant tout un week-end, de discuter et de décider ensemble de l'orientation et des étapes à franchir pour notre développement et notre construction.

Cette année suit l'élection de Macron avec sa politique clairement capitaliste face à laquelle des milliers de jeunes et de travailleurs vont chercher à résister. Une année-test, pleine d'enjeux aussi pour les forces politiques comme la France insoumise à laquelle nous participons, mais aussi les organisations syndicales, en particulier la CGT. En effet, 2018, une année sans élection, aura valeur de test du programme et des moyens qu'elles proposent pour organiser la résistance et offrir une perspective politique digne de ce nom...

Assemblée générale des militants de la GR les 8 et 9 avril 2017

Peu de forces parlent du socialisme et encore moins cherchent à expliquer comment le programme socialiste peut réellement déposséder les capitalistes de leurs moyens de nuire aux peuples du monde entier et à l'environnement. Pourtant, des dizaines de milliers de personnes espèrent un changement et voire même que ça pète !

La Gauche révolutionnaire met en avant un programme socialiste partout où elle est active. Nous sommes connus pour notre militantisme non-sectaire, notre journal, l'Égalité, vendu à plus de 3 000 exemplaires cette année ! Et un sérieux certain dans notre travail politique.

La croissance que nous avons connue dans la récente période a permis d'organiser et former les militants les plus jeunes et proposer une orientation aux travailleurs et travailleuses et aux syndicalistes qui luttent. Nous voulons continuer sur cette lancée !

Notre conférence a cet objectif : discuter des moyens concrets, du matériel, des points du programme particuliers qui permettront que plus de jeunes, de femmes, de travailleurs nous rejoignent et reprennent à leur compte la seule perspective à même d'en finir avec le capitalisme, la seule alternative véritablement révolutionnaire, celle d'une société socialiste.

N'hésite pas à nous contacter si tu veux participer à cet événement !

2018, 50 ANS DE MAI 68 !

Il est possible que les luttes se transforment très prochainement en nombre et en qualité. Au contact de possibles luttes des étudiants contre la loi instaurant la sélection à l'université ou de grèves contre les plans de licenciements collectifs facilités par la loi Travail II, ce sont autant de possibilités de mouvement en ce début d'année… L'année 1967 avait été une vaste offensive contre les droits des travailleurs (ordonnances, eh oui déjà, cassant la Sécurité sociale), et la répression des luttes était violente, cela n'a pas empêché Mai 68 d'avoir lieu et d'être la plus grande grève générale de l'Histoire...

Contre ce système injuste, la lutte pour le socialisme, pour une société véritablement démocratique et juste est à l'ordre du jour. La Gauche révolutionnaire participera encore à toute action qui renforce le camp de ceux qui veulent résister et lutter et qui permet de s'organiser collectivement. 2018 peut être une bonne année, nous le souhaitons à tous les travailleurs, jeunes, chômeurs, retraités, femmes ou hommes, de toutes origines et de toutes cultures. Bonne année de lutte, et la bonne résolution, ce serait de nous rejoindre !

L'ÉGALITÉ, UN JOURNAL POUR CHANGER LE MONDE

2017 fut une grande année pour notre journal. Nous avons décidé avec l'aide de notre nouveau camarade et graphiste Mato, de changer de maquette et d'y introduire de la couleur pour le numéro 182 de mars-avril 2017. Bien évidemment, cela avait un coût supplémentaire, mais nous avons également établi un nouveau record avec plus de 3 000 exemplaires vendus en 2017 !

Ce grand nombre de ventes s'explique bien évidemment par la période riche en manifestations, mais aussi par la croissance de l'organisation, son implication et sa reconnaissance dans les luttes.

Nous avons à cœur de rendre la politique accessible à tous, mais aussi de formuler des analyses et un programme pour l'action. Nous essayons de nous faire au maximum le relais des luttes en cours et toujours avec une pointe d'humour, grâce à Fañch Ar Ruz et ses dessins perspicaces.

Pour ceux qui ne le sont pas encore, abonnez-vous à l'Égalité !

Faites-le connaître ou faites un don pour nous aider, et vous aurez contribué à réhabiliter les idées authentiquement socialistes.

Coupon à retourner à :
Les amis de l'égalité,
82, rue Jeanne d'Arc,
Centre 166, 76000 Rouen

ou par mail à :
grcontact@hotmail.com

JE SOUHAITE M'ABONNER AU JOURNAL L'ÉGALITÉ

- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN > TARIF NORMAL ..... 10 €
- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN > TARIF SOUTIEN ..... 20 €
- ☐ ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN ..... 30 €

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- ☐ RECEVOIR LA NEWSLETTER
- ☐ RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- ☐ REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE SOUTENIR LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

- ☐ _____€ PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- ☐ _____€ PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BANCAIRE VJE BRED N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

OU DIRECTEMENT SUR : **WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR**

NOM / PRÉNOM: _____
ADRESSE POSTALE : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____

Critique révolutionnaire

SIX MOIS ROUGES EN RUSSIE
DE LOUISE BRYANT

LEÏLA MESSAOUDI

C'est avec la mission officielle de couvrir les événements de la révolution en Russie pour plusieurs journaux états-uniens que Louise Bryant, journaliste et écrivaine américaine, débarque dans la Russie en pleine ébullition à l'automne 1917.

Louise Bryant n'est pas une militante socialiste mais elle porte un intérêt à tout cela en tant que fervente militante pour les droits des femmes. Elle a rompu avec sa vie d'épouse bourgeoise pour vivre dans un quartier populaire aux côtés de John Reed, un journaliste et militant engagé dans le combat pour le socialisme. Ils seront tous les deux présents en Russie pendant la prise du pouvoir en octobre 1917 et suivront assidûment les évolutions politiques.

Louise Bryant dresse dans son livre les portraits de plusieurs figures de l'époque, partisans ou opposants à la révolution, et en particulier des portraits de femmes. Très rapidement Louise Bryant, qui de son propre aveu, connaît peu de choses aux différents courants politiques présents, est capable de dresser un tableau assez précis des différences politiques entre les courants et circule d'un camp à l'autre avec ses laissez-passer.

Sa curiosité politique nous amène à percevoir les accélérations dans la conscience des masses russes à l'époque et combien les vieilles structures sont vite balayées par la puissance de la révolution. Combien les individus, figures révolutionnaires connues ou simples ouvriers, sont transformés par les événements.

Editions poche Libertalia. Traduction française José Chatroussat

Certains de ses portraits sont éloquents comme celui de Catherine Breshrovski, une aristocrate humaniste condamnée par le tsarisme, qui se trouve dépassée par la profondeur et la rapidité des changements qui s'opèrent alors. Et celui de Kérensky, chef du gouvernement provisoire, talentueux orateur, se pensant homme providentiel, qui est balayé en quelques jours par la lame de fond révolutionnaire.

Un livre à lire, assurément, qui donne à voir la complexité d'une situation révolutionnaire, sa vitalité et sa densité à travers le regard d'une jeune femme engagée. Comme elle l'écrit : « *j'étais partie ramasser des cailloux, j'ai trouvé des perles...* ».

CAMPAGNE INTERNATIONALE : #LIBÉREZAHED !

Signez la pétition en ligne avaaz.org/campaign/fr/free_ahed_mor_fb1/

Ahed Tamimi, c'est une jeune fille palestinienne de seize ans. Elle habite en Cisjordanie occupée par l'armée israélienne. Trois de ses proches ont été tués par balle par les forces de l'occupation. Ahed se bat contre l'occupation et l'arbitraire depuis qu'elle a sept ans, participe à des manifestations contre les confiscations de terres. Quand un soldat de l'armée fait irruption dans sa maison, en décembre dernier, elle ne laisse pas faire, donne des gifles et des coups de pied (la vidéo de cet acte a circulé massivement). Cela n'a pas plu à l'État d'Israël ; son armée soi-disant toute puissante humiliée par une adolescente. Arrêtée le 19 décembre 2017, enlevée de chez elle en pleine nuit, elle risque sept ans de prison. Les réactionnaires auraient-ils donc si peur d'une fille qui met des coups de pied ? Nous exigeons la libération d'Ahed et de tou-te-s les autres militant-e-s détenu-e-s dans les prisons de l'occupation. La détermination et le courage d'Ahed, tout comme celle d'une Malala Yousafzai au Pakistan, sont des exemples qui doivent encourager des millions de jeunes à devenir une génération qui, elle aussi, est entrée en lutte contre la barbarie et l'injustice du capitalisme.

Coupon à retourner à :
Les amis de l'égalité,
82, rue Jeanne d'Arc,
Centre 166, 76000 Rouen

ou par mail à :
grcontact@hotmail.com

Pour toute question, contactez-nous au :
06.14.07.45.19

COMMANDEZ VOTRE T-SHIRT RÉSISTANCE

Disponible de la taille S au XXL, nos t-shirts noirs et 100 % coton sont imprimés dans la Drôme. Commandez-les dès maintenant !
13 € / pièce, frais de port compris.

TAILLES	QUANTITÉ	TOTAL
S	_____x 13€	
M	_____x 13€	
L	_____x 13€	
XL	_____x 13€	
XXL	_____x 13€	_____€

- ☐ Je joins un chèque de _____ € à l'ordre de VJE, ainsi que mes coordonnées postales
- ☐ Je règle _____ € par virement (N° de compte ci-contre) et j'envoie mes coordonnées par mail

AMÉRIQUE LATINE : LUTTES ET INSTABILITÉ POLITIQUE AU RENDEZ-VOUS

LEÏLA MESSAOUDI

La période de relative croissance économique et de stabilité est bel et bien finie. Après le Brésil, ce sont récemment le Honduras, le Venezuela et l'Argentine qui sont entrés en crise sociale et politique.

LE HONDURAS EN RÉVOLTE

Des mouvements de masse se sont déclenchés contre la fraude électorale après l'élection présidentielle du 26 novembre dernier. Après plusieurs jours, la réélection de Juan Orlando Hernandez (qui avait déjà contourné la Constitution pour se représenter) a été annoncée ; le candidat de « gauche » Salvador Nasralla était, en effet, donné largement vainqueur.

Des dizaines de milliers de manifestants sont immédiatement descendus dans les rues de la capitale Tegucigalpa pour dénoncer la corruption et la fraude.

Malgré une manœuvre pour noyer le poisson en annonçant le recompte des voix et une intervention télévisée de Hernandez, la révolte n'a pas faibli et s'est même étendue à tout le pays pour dénoncer la fraude et plus généralement le système. Des barricades ont été montées et des groupes populaires d'autodéfense ont, à certains moments, pris le contrôle, paralysant l'économie. Certains secteurs de la police, de base, mais aussi d'élite, ont refusé de suivre les ordres de répression, et ce, malgré le couvre-feu décrété. Le 17 décembre, après le recompte des votes, Hernandez a été déclaré vainqueur sans surprise.

L'instabilité politique et la contestation sont installées durablement, au point que l'OEA, organisation des États américains, suggère de reconvoquer une élection. Leur crainte est grande qu'un autre pays soit déstabilisé.

ARGENTINE : MACRI ET SON GOUVERNEMENT SOUS PRESSION

La crise de la gauche et l'échec du populisme à la Kirchner ont permis l'arrivée de la droite au pouvoir en 2015. Les élections d'octobre dernier ont renforcé Macri et la droite, faute d'une vraie gauche de combat en face. Macri, homme d'affaires, fils d'un milliardaire argentin, a cru avoir un boulevard. Il a donc lancé une offensive de mesures néolibérales, notamment contre les retraités, leur volant 5 000 millions d'Euros et attaquant le droit du travail. (Toute ressemblance avec un autre Macr... est confirmée !). Malgré les directions syndicales qui ont été un frein aux luttes, les initiatives de résistance sont nombreuses. Tout le mois de décembre, des grèves et manifestations ont eu lieu, tellement massives que le Parlement n'a pas pu siéger et voter. Ce n'est que le 19 décembre, dans un Parlement encadré par la police que la loi sur les retraites a été adoptée, au petit matin.

Si Macri est encore au pouvoir, c'est que la population a sanctionné Kirchner. Si Pinera est élu au Chili, c'est avec 56 % d'abstention et un vote contre Bachelet... Il n'y a pas de gouvernement de droite fort aujourd'hui en Amérique latine, ni celui de Temer au Brésil, arrivé au pouvoir par un coup d'État au sommet. La droite est au pouvoir, car les gouvernements « progressistes », populistes de gauche ont échoué.

Manifestation contre la réélection de Juan Orlando Hernandez le 10 décmembre 2017

Un des signes de cette situation contradictoire est le bon score électoral de la FIT (front de gauche et des travailleurs/qualifiée d'extrême gauche) en Argentine qui a reçu 1,5 million de voix et qui a 40 élus localement ou régionalement. La majorité des jeunes, des travailleurs, des paysans pauvres et des indigènes ne veut pas de cette politique néolibérale et lutte de plus en plus.

PAS DE RETOUR DE LA DROITE AU VENEZUELA

L'Amérique latine est à la périphérie, et non au cœur du système capitaliste, dépendante de l'impérialisme. Mais les choses ne vont pas toujours dans le sens que les impérialistes attendent et espèrent. Le Venezuela en est la preuve.

Les élections avaient ainsi amené la droite à avoir une majorité à l'assemblée. D'aucuns annonçaient le retour de la vieille droite, notamment les médias bourgeois français pressés d'enterrer la période de chavisme.

Mais Maduro a neutralisé l'Assemblée nationale en convoquant une nouvelle assemblée constituante. La participation à ces élections a été assez large malgré les menaces de coup militaire de la droite, les appels à l'abstention et les conflits dans la rue. Et malgré le contrôle bureaucratique de l'appareil de Maduro, une certaine partie des travailleurs a participé au processus en apportant un soutien très critique à la direction chaviste. Tout ceci a renforcé Maduro pour un temps, qui a convoqué des élections des gouverneurs d'États. La participation y a été bonne et ce fut une défaite pour la droite. Les chavistes ont dû ouvrir un certain espace à des positions critiques à gauche, contre leur bureaucratie et leur programme. La situation sociale dramatique devient insupportable et va les rattraper. Le PIB a chuté de 36 % ! Et les habitants manquent de tout. Des luttes contre l'inflation et le coût de la vie vont se développer.

Combinée aux luttes nombreuses des jeunes, des travailleurs, des paysans pauvres et des indigènes, la construction d'une gauche à une échelle de masse qui se bat pour le socialisme est cruciale. C'est l'urgence du travail des militants marxistes révolutionnaires latino-américains.

ÉLECTIONS EN CATALOGNE : UNE NOUVELLE MOBILISATION

VICTOR RODRIGUEZ

Les élections catalanes du 21 décembre 2017 ont été une défaite et un coup dur pour son principal déclencheur : le Parti Populaire (PP) de Rajoy. Les médias de la classe dirigeante minimisent l'ampleur de leur défaite en proclamant la victoire d'Arrimadas et de Ciudadanos, mais la réalité est inévitable. Si on additionne les votes de Junts par Catalunya (Ensemble pour la Catalogne) et Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de Catalogne), ils obtiennent 66 sièges et près de 800 000 voix de plus que le parti Ciudadanos.

C'est d'autant plus impressionnant que cette convocation électorale a eu lieu dans un contexte d'attaques contre les droits démocratiques de la part de la bourgeoisie espagnole et catalane.

Depuis qu'il a appelé les élections, le gouvernement du PP a répété que si les partisans de l'indépendance gagnaient, le résultat serait de prolonger « l'article 155 » (qui suspend les autorités autonomes de Catalogne) et une plus grande répression. La « campagne de peur » menée par la bourgeoisie et les médias s'est intensifiée les semaines précédant et même pendant le jour du vote. Et pour empêcher une campagne électorale avec des conditions minimales d'égalité, l'appareil d'État retient en otage Oriol Junqueras (l'ex vice-précident de Catalogne), et fait entendre qu'il arrêterait Carles Puigdemont s'il retournait en Catalogne. Junts Cat et ERC ont donc été contraints de faire campagne sans leurs principaux candidats. Mais malgré tout cela, des millions de personnes en Catalogne ont décidé de continuer à se battre pour que leur volonté légitime et démocratique soit mise en pratique.

Loin de signifier un virage à droite, le vote du 21 décembre représente une nouvelle mobilisation des masses. Plus de 2 millions de personnes ont crié haut et fort à tous ceux qui veulent écouter - et n'ont pas les oreilles bloquées par la peur ou le crétinisme parlementaire - qu'ils ont décidé de rompre avec le régime répressif et corrompu de la Constitution de 1978. Ils ne vont pas permettre, sans combattre, d'être privés de leur droit à faire d'une république catalane une réalité qui garantisse une amélioration de leurs conditions de vie et un véritable changement social.

LE GOUVERNEMENT D'ERDOĞAN N'EN A PAS FINI AVEC LES FEMMES !

DILAN

Après avoir déterminé le nombre d'enfants que doit avoir une femme, son comportement et son style vestimentaire, aujourd'hui, il s'attaque à l'âge idéal de mariage et d'être mère ! En effet, le ministère turc du culte, en déterminant les conditions liées au mariage, a cru bon de vouloir fixer l'âge de mariage à 9 ans pour la femme et 12 ans pour l'homme. Il s'agit donc d'un mariage arrangé. Le pourquoi ? Eh bien, il s'avère que ce projet fait suite à la proposition de loi de novembre 2016 qui prévoyait de suspendre la condamnation d'une personne pour viol sur mineur si l'agresseur épouse sa victime. Cette proposition avait été retirée après de multiples contestations. Le gouvernement légalise ni plus, ni moins, le mariage pédophile permettant d'abuser de fillettes.

UN GRAND PAS POUR LE SOCIALIST PARTY OF NIGERIA

PEDRO

Le Socialist Party of Nigeria (SPN), parti fondé par la section sœur de la Gauche révolutionnaire au Nigeria (le Democratic Socialismt Movement), a gagné le droit d'être enregistré et de se présenter à toutes les élections. Reportée 19 fois depuis le rejet de son inscription en juin 2014, c'est enfin le 28 novembre 2017 que le Haut Tribunal Fédéral a ordonné l'officialisation du parti, qui a eu lieu le 10 janvier. Cette validation est importante pour coordonner et consolider les luttes. Le SPN appelle les dirigeants des mouvements ouvriers à construire un parti politique des travailleurs pour tous ceux qui souhaitent se battre et vaincre les partis des riches et lutter pour le socialisme.

Le SPN se bat avec ceux qui luttent. Nos camarades mènent des campagnes pour la défense de travailleurs licenciés ou pour l'accès de tous au réseau électrique, entre autres. La période politique qui s'ouvre grâce à l'officialisation du SPN offre de grandes opportunités pour approcher et organiser travailleurs, jeunes et pauvres à travers le pays !

MOBILISATION DE MASSE CONTRE LE RÉGIME EN IRAN

D'après socialistworld.net

En ce début 2018, des manifestations soudaines ont secoué l'Iran. De larges couches des masses ont démontré leur profonde méfiance envers le régime. La jeunesse, confrontée à un chômage estimé entre 25 % et 40 %, a été sur le devant de la scène. La crise économique s'est aggravée et a directement endommagé les conditions de vie de la classe ouvrière. Couplé à une élite riche de plus en plus visible, ceci était un autre facteur clé dans ces protestations, dans lesquelles il a été scandé : « À bas les escrocs ! ».

Manifestation le 1er janvier 2018

Les manifestations du 28 décembre à Mashhad ont joué le rôle d'étincelle. Premièrement, l'accent a été mis sur la hausse des prix et la corruption, mais ça a été rapidement été élargi politiquement. La foule a crié « mort au dictateur » et a appelé à la liberté pour des prisonniers politiques. Le lendemain, des manifestations similaires ont pris place à Téhéran, à Rasht, à Kermanshah et à Ahvaz avec des slogans visant les principaux dirigeants du régime. Ce mouvement est principalement spontané, sans direction unifiée, et est largement basé sur l'initiative des masses sur le terrain. Les villes éloignées n'attendent pas les grandes villes pour s'engager dans le mouvement.

Le régime a lancé une contre-offensive très violente, a arrêté des centaines de personnes et en a tué au moins 21 jusqu'à présent. Partout où il a essayé d'utiliser sa « poigne de fer », les gens l'ont puni sévèrement. À Malayer et à Shahinshahr, les gens auraient occupé des postes de police et le plus haut bureau religieux local. Cela ne se passe pas seulement dans les zones du Fars (Perse), les Kurdes et les Baloutches ont également rejoint les manifestations. Les femmes ont joué un rôle remarquable dans le mouvement. Bien qu'il ne soit pas clair comment ce mouvement va se développer, il est très clair que nous assistons à une incroyable démonstration de courage, à l'expression d'une énorme colère et d'un profond désir de liberté et de justice sociale. Cela peut jeter les bases d'un mouvement ouvrier capable de défier le régime et le capitalisme.

L'ÉGALITÉ

N° 187 / JANVIER - FÉVRIER 2018

DROIT AUX ÉTUDES POUR TOUTES ET TOUS,

NON À LA SÉLECTION À LA FAC !

ÉTUDIANTS G.R. ROUEN

Après avoir totalement été délaissées en terme d'investissement, les universités galèrent à fournir un service de qualité. Nous en sommes à un point critique : il faudrait 1 milliard d'euros par an sur 10 ans pour rattraper le retard accumulé.

Les universités tournent donc avec un personnel en sous-effectif, entraînant des conditions de travail déplorables. Étudiants assis dans les escaliers des amphis par manque de place, groupes de travail dépassant largement les 35 étudiants... Vidal, la ministre de l'enseignement supérieur et Macron profitent de cette pénurie organisée pour justifier d'instaurer une sélection.

APRÈS APB : PARCOURSUP, LE STRESS CONTINUE !

Le système admission post-bac (APB) déjà très mauvais sera remplacé par un choix allant jusqu'à 10 vœux soumis dès le second trimestre (soit avant même l'obtention du bac) aux différents établissements qui pourront sur dossier choisir leurs étudiants. L'ordre des vœux ne compte plus : les dossiers seront envoyés à chaque établissement demandé simultanément.

Le nouveau système repose en partie sur l'appréciation des conseils de classe. Le professeur dont la mission consiste à transmettre des connaissances au lycéen devra maintenant lui donner une orientation. C'est aussi un pouvoir supplémentaire donné à des proviseurs qui n'ont pour ambition que de promouvoir leurs établissements. En laissant à l'établissement le choix de l'orientation d'un élève sans l'écouter, un élève qu'un prof n'apprécie pas ou qui a des problèmes personnels pourrait être privé, pour toute sa vie, d'un avenir qui lui aurait convenu.

LE TRI À L'ARRIVÉE

L'Université doit, sur ordre du gouvernement, instaurer des prérequis, c'est-à-dire des conditions en plus du bac pour s'inscrire dans la filière souhaitée. Cela se traduit par une fermeture des portes pour une partie des jeunes. À noter aussi, l'instauration d'une année dite « préparatoire », une année « zéro » précédant les trois années de licence. Sans budget supplémentaire pour être mise en place, ça signifie prendre l'argent sur les autres années. Si le gouvernement et Macron refusent de parler de sélection, elle est pourtant bien présente. Elle s'ajoute à la sélection financière qui empêche des jeunes de milieux populaires de poursuivre leurs études.

PASSONS À L'ACTION !

La volonté de limiter l'accès à l'Université pour une prétendue « élite » n'est pas nouvelle. Pourquoi alors n'est-ce pas déjà instauré ? C'est parce qu'à chaque tentative, la mobilisation de la jeunesse a fait reculer tous ces projets. Comme en 1986 avec la Loi Devaquet où des centaines de milliers d'étudiants, s'y opposant par la mobilisation, ont fait reculer le gouvernement.

Nous devons nous aussi affronter la sélection que veut instaurer Macron. Organisons-nous ! Il faut écrire des tracts, informer, multiplier les réunions et assemblées générales, et préparer une journée d'action nationale impliquant les étudiants, les lycéens et les profs. Un premier pas pour aller vers une journée de grève nationale dans les universités et les lycées. Non, l'université ne doit pas être réservée à une élite ! Nous voulons une université ouverte à toutes et tous, publique, gratuite, et financée à la hauteur des besoins !

CONTRE LE RACISME

CORDÉE SOLIDAIRE PRÈS DE BRIANÇON

SYLVAIN BLED

Le dimanche 17 décembre près de 130 professionnels de la montagne organisaient une « cordée solidaire ». Partant de Névache, un village isolé près de Briançon, plus de 300 personnes regroupées sous la banderole « SOS Alpes solidaires » rejoignaient le col de l'Échelle situé à 1762 mètres d'altitude et lieu de passage depuis l'Italie voisine de plus de 1500 migrants cette année.

CHASSE AUX MIGRANTS ET RÉPRESSION DE LA SOLIDARITÉ

La cordée solidaire était surtout l'occasion pour les professionnels, les associations d'aide aux migrants et les bénévoles de tirer la sonnette d'alarme. Les 130 professionnels ont envoyé une pétition à Macron et son gouvernement leur demandant d'en finir avec la politique de chasse aux migrants. En effet, pour échapper aux pièges tendus par la police et les reconduites à la frontière, les migrants, souvent très mal équipés, doivent sortir de la route (fermée à cette époque). Ils s'engagent sur des terrains en neige plus profonde encore, et soumis aux avalanches, aux chutes de pierres, où ils peuvent se perdre, qui plus est, quand les panneaux indicateurs sont retirés… Un professionnel confiait d'ailleurs sa crainte de retrouver des morts au printemps.

La chasse des migrants par les flics continue et des mineurs sont, eux aussi, reconduits à la frontière, en pleine montagne et en hiver.

SOLUTIONS D'ACCUEIL ET D'HÉBERGEMENT DÉRISOIRES

À Briançon, deux centres d'accueil ont été ouverts par la mairie mais leurs capacités sont très en dessous des besoins et surtout sans personnel. Ce sont les associations d'aide aux migrants et leurs bénévoles qui s'occupent de toute la gestion de ces structures et bien sûr de l'aide tant matérielle (hébergement, repas) que logistique (transport), administrative ou sanitaire. Aucun moyen humain et professionnel n'a été fourni. Pendant ce temps, l'État et le Conseil départemental se renvoient la balle des responsabilités.

Chaque personne en détresse doit être aidée, et cela, sans condition. Il faut à ce sujet une vraie politique de gestion des flux migratoires, par un accueil humain et solidaire. Il faut mettre de l'argent là où les populations en ont besoin et prévenir ainsi les grands drames humanitaires comme c'est toujours le cas en Méditerranée. Intensifions la solidarité !

L'OURAGAN GÉRARD COLLOMB VEUT UNE LOI ANTI-MIGRANTS

MATO

Le ministre de l'Intérieur a pour mission de mettre en place les prochaines vagues d'expulsions des personnes accueillies en hébergement d'urgence.

Afin de rendre cela parfaitement légal, il prépare un texte de loi pour le mois de février, dont la circulaire est sortie le 12 décembre 2017. Cette dernière prévoit de recenser les « migrants », les classer par catégories et définir lesquels pourront rester, et lesquels devront partir. Une horreur !

Des brigades mobiles iront dans chaque centre d'hébergement, afin de procéder à « l'évaluation administrative de la situation juridique des personnes accueillies ». Il est même demandé dans certains hôpitaux de signaler les migrants !

Les personnes qui bénéficient de la protection internationale seront relogées. Les autres devront soit faire une demande d'asile (qui pourra être refusée), soit justifier de leur situation (qui pourra être reconnue comme litigieuse, et aboutir à une expulsion), ou seront reconnus en situation irrégulière et feront l'objet d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français).

Cette « loi migrants » est donc bien un plan d'expulsions. Sans compter qu'elle pourrait potentiellement s'appliquer à tous les sans-papiers et reconsidérer leur légitimité d'être en France. Force est de constater que le gouvernement Macron n'a pas plus d'humanité que les gouvernements précédents. LREM dans la foulée du PS et de Valls fait des lois dignes de l'extrême droite ! C'est à vomir ! Il gère ce mouvement de populations comme une crise migratoire et maintient les politiques menées précédemment au Moyen-orient, alors qu'elles sont à l'origine de ces déplacements de populations. Ils sont aussi responsables, par la vente d'armes par exemple, générant d'énormes profits financiers ou parce qu'ils sont à l'origine de dérèglements climatiques, provoquant sécheresses ou montées des eaux, forçant les peuples à migrer.

Il y a urgence à s'opposer massivement à ce projet de loi inhumain ! Luttons contre la loi de Collomb, ou la prochaine tempête meurtrière pourrait bien s'appeler Gérard !

CONTACTE-NOUS !

06.14.07.45.19

GRCONTACT@HOTMAIL.COM

—

FB @GAUCHEREVOLUTIONNAIRECIO

TWITTER @GR_CWI_FRANCE

—

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ,
82 RUE JEANNE D'ARC
CENTRE 166, 76000 ROUEN

www.gaucherevolutionnaire.fr